

Noms de rues et enjeux politiques au lendemain de la Seconde Guerre mondiale

Donner une dénomination à une rue peut représenter un enjeu politique comme le montrent deux exemples rémois pris dans le contexte des lendemains du second conflit mondial. Il s'agit tout d'abord, en 1946, des tensions liées à la transcription dans les noms de rues du souvenir de la Résistance. Il s'agit ensuite, en 1948, de l'hommage rendu au général Leclerc, décédé le 28 novembre 1947.

Dénominations de rues et souvenir de la Résistance (1946)

En 1946, Reims est dirigée par la municipalité issue des élections municipales des 29 avril et 13 mai 1945¹. Ce scrutin est le premier à se tenir depuis les législatives de 1936 et il marque aussi pour les femmes la concrétisation du droit de vote que leur a conféré l'ordonnance du GPRF du 21 avril 1944². A Reims, au second tour, la gauche, représentée par la « liste d'unité patriotique et antifasciste » l'emporte largement sur la droite et sa « liste républicaine d'action municipale et sociale ». La liste victorieuse regroupe 17 communistes, 11 socialistes et 8 indépendants³. L'élection, le 19 mai 1945, du communiste Michel Sicre comme maire de Reims fait figure de coup de tonnerre dans une ville si longtemps dominée par les radicaux⁴. Mais l'unanimité de la nouvelle municipalité n'est que de façade. En effet de vives tensions se sont manifestées dès la constitution de la liste et pour l'élection du maire, le succès communiste suscitant amertume et ressentiment du côté socialiste. C'est donc dans ce contexte de sourde rivalité entre les deux composantes de la municipalité qu'il convient de replacer les polémiques de 1946 sur les dénominations de rues.

¹ Jusque là la ville était dirigée par la Délégation municipale nommée le 29 août 1944 par Michel Sicre, président du Comité de Libération Nationale de la Marne. Elle se compose de 25 membres, 11 au titre des mouvements de résistance, 10 au titre des partis politiques et 4 à celui des syndicats. A sa tête se trouve, comme maire, le docteur Billard.

² Ce qui double le nombre des électeurs. Ainsi, à Reims, on passe de 29 680 inscrits sur les listes électorales aux municipales de 1935 à 62 065 pour celles de 1945.

³ Ces « indépendants » de 1945 sont soit des personnalités non encartées mais proches du PCF ou de la SFIO, soit des radicaux nettement orientés à gauche, et en délicatesse avec leur parti d'origine. Il ne faut pas confondre avec les Indépendants des années 1950 qui correspondent à la droite modérée.

⁴ Ils tiennent la mairie de 1900 à 1942.

Dès ses premières semaines d'existence, la municipalité Sicre se préoccupe de l'inscription dans la ville du souvenir de la Résistance. Une commission spéciale chargée d'étudier de possibles dénominations de rues tient sa première réunion le 10 août 1945. Composée de 8 membres, elle est présidée par l'ancien conseiller municipal radical, devenu communiste, Gustave Laurent⁵. Celui-ci retrouve la fonction qu'il a déjà exercée avant-guerre et qu'il doit largement à son activité d'historien. Né à Paris en 1873, il effectue ses études secondaires au lycée Janson de Sailly et obtient sa licence d'histoire à la Sorbonne. Devenu en 1897 greffier du tribunal de première instance de Reims, ce qui lui assure une sécurité matérielle, il participe à des travaux historiques aux côtés de Jean Jaurès et des historiens Alphonse Aulard et Albert Mathiez. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, il devient directeur de la « Revue historique de la Révolution française et de l'Empire », créée par Charles Valley, puis de 1924 à 1931 il est co-directeur des « Annales historiques de la Révolution française ». En 1933 paraissent les trois volumes de son *Histoire de Reims depuis l'origine jusqu'à nos jours*⁶.

La commission commence par examiner le projet présenté en juin 1945 par le premier adjoint, le socialiste Raymond Caplet. Celui-ci entend débaptiser la place Royale⁷ et lui donner le nom de place des Martyrs de la Résistance, en même temps que la statue de Louis XV serait enlevée et remplacée par un monument à la gloire des résistants rémois. Mais Gustave Laurent s'oppose à ce projet :

« On ne doit pas faire disparaître les traces du passé, ces témoins innocents et impassibles que nous ont légués les générations ; en heurtant les traditions ancestrales, on risque de froisser le sens, le goût artistique de la plupart de nos concitoyens attachés à tous ces souvenirs, héritage sacré de tous ceux qui nous ont précédés et qui ont participé à la gloire de la cité »⁸.

⁵ Conseiller municipal radical de 1900 à 1941, adjoint de 1919 à 1925, puis de 1929 à 1935, il est réélu, cette fois sous l'étiquette communiste, conseiller municipal en 1945, puis en 1947 (il décède en fonctions en 1949).

⁶ En collaboration avec Georges Boussinesq, mort au champ d'honneur en octobre 1914.

⁷ Edifiée à partir de 1757 sous l'impulsion du directeur des Ponts et Chaussées Trudaine et de l'inspecteur Legendre.

⁸ AMCR 84 W 309, séance du 21 août 1945.

En même temps, la commission décide finalement de ne pas honorer par des noms de rues le souvenir des Martyrs de la Résistance car, à ses yeux, on ne peut :

« (...) songer à débaptiser peut-être une centaine de rues (et même plus) pour honorer, de cette manière, tous ces Martyrs, considérant qu'en procédant ainsi nous bouleverserions les usages, les habitudes d'un trop grand nombre des habitants de la cité ».

En revanche, elle décide que le souvenir des résistants rémois exécutés ou morts en déportation sera célébré par un monument collectif qu'elle entend installer sur la place de l'Abside, derrière le chevet de la cathédrale⁹. Il est décidé que ce rond-point, sur lequel débouchent plusieurs artères d'importance variable¹⁰, prendra désormais le nom de place des Martyrs de la Résistance¹¹. Toutefois, la commission se réserve le droit d'attribuer des noms de rues à 5 ou 6 résistants mais cette fois en raison de leur participation à la vie de la cité avant la guerre et non plus pour leur sacrifice patriotique.

A la suite de cette série de décisions, la commission commence à établir une liste de noms. Mais tout est bouleversé par la venue à Reims du secrétaire général du Parti communiste français et vice-président du Conseil, Maurice Thorez. Le 5 février 1946, ce dernier est, en effet, invité par le conseil municipal unanime¹² à une manifestation, prévue le dimanche 17 mars 1946, « à la mémoire de patriotes français morts avant et pendant la guerre pour la sauvegarde des libertés républicaines et l'indépendance de la France »¹³. Cette affaire entraîne rapidement des tensions à l'intérieur du conseil municipal et ravive l'anticommunisme de beaucoup de Rémois. Conseillers communistes et socialistes commencent par s'opposer vivement sur la question de la dénomination du stade vélodrome¹⁴ qui pourtant n'était nullement prévue au départ. En fait, c'est une initiative de Maurice

⁹ Et l'historien de Reims qu'est Gustave Laurent de rajouter : « devant le palais royal et l'ancienne chapelle où les rois entendaient la messe avant la cérémonie du Sacre ».

¹⁰ Le cours Anatole France, les rues de Coucy, du Cloître, du Grand Credo et Eugène Desteuque.

¹¹ Finalement, le monument aux Martyrs de la Résistance sera édifié place de la République, à côté du monument aux morts de la Première Guerre mondiale.

¹² Il s'agit cependant à l'origine d'une demande communiste.

¹³ AMCR 84 W 310, séance du 5 février 1946.

¹⁴ Construit sous Paul Marchandau et inauguré en 1935 par le président de la République, Albert Lebrun.

Thorez qui a fait demander par son attaché de cabinet qu'à l'occasion de sa venue à Reims soit aussi attribuée une dénomination au stade vélodrome qui n'en possède pas. Le groupe communiste choisit alors le nom du sportif et résistant communiste Auguste Delaune¹⁵ mais les socialistes, eux, s'opposent à cette dénomination qui leur paraît faire la part trop belle aux communistes et avoir été téléguidée par la direction nationale du parti. La SFIO estime plus opportun, si l'on désire baptiser le stade vélodrome, de lui donner le nom d'un sportif local qui se serait signalé par des records de caractère mondial et qui serait mort pour la patrie¹⁶. Les socialistes suggèrent, pour satisfaire tout de même les communistes, de donner le nom d'Auguste Delaune à l'avenue qui conduit au stade. Mais le groupe communiste refuse la transaction proposée par la SFIO et lorsque, finalement, Michel Sicre met aux voix la proposition communiste, celle-ci l'emporte par seize voix contre dix sept abstentions.

La marque du parti communiste s'impose aussi largement dans le choix des bénéficiaires des dénominations de rues qui ne seront plus forcément des personnalités locales car, comme l'explique Gustave Laurent, la visite de Maurice Thorez change la donne :

« M. Thorez a exprimé le désir d'inaugurer certaines rues qui, désormais, porteraient les noms de citoyens ayant consacré leurs efforts sur le plan national, au service de la France, ou étant morts pour leur idéal et pour leur dévouement à la cause de la patrie ; ce projet a bouleversé quelque peu les travaux de la commission »¹⁷.

Si la commission des dénominations de rues se trouve, du coup, dans l'obligation de trouver des noms de résistants d'envergure nationale, elle s'efforce cependant d'équilibrer les propositions d'origine communiste et celles venant des

¹⁵ Auguste Delaune est né en 1908 près du Havre. Ouvrier soudeur, militant communiste, il devient en 1928 secrétaire régional pour la région parisienne de la Fédération sportive du travail puis en 1934 secrétaire général de cette même association. Le 6 décembre 1940, il est arrêté par la police française et interné au camp de Chateaubriand. Il s'en évade le 21 novembre 1941 et entre dans la résistance. Le 27 juillet 1943 il est blessé dans un guet-apens tendu par la police du Mans. Emprisonné, il est torturé et décède le 12 septembre 1943.

¹⁶ Mais la SFIO ne propose aucun nom précis, qu'elle serait d'ailleurs bien en peine de suggérer ! Bien entendu, la vraie raison est politique : il s'agit de contrer l'influence communiste.

¹⁷ AMCR 84 W 310, séance du 23 février 1946.

socialistes¹⁸. Du côté communiste sont retenues la proposition venant de l'Association républicaine des anciens combattants de créer une rue Henri Barbusse et une rue Paul Vaillant-Couturier¹⁹ et celle issue de l'amicale Fabien de créer une rue colonel Fabien²⁰. Ces dénominations ne font guère problème dans la mesure où ces changements de noms sont sans réel enjeu politique et concernent des rues périphériques et peu commerçantes²¹. En revanche, la proposition des conseillers communistes de débaptiser la rue Thiers, importante artère qui conduit à la place de l'Hôtel de Ville, pour lui donner le nom de Lucien Sampaix²² est beaucoup moins consensuelle. Gustave Laurent lui-même est d'un avis contraire. Il préconise plutôt de conserver les choix du passé même quand ils peuvent apparaître regrettables, citant à cet égard l'exemple de Léon Faucher²³, ce républicain de 1848 devenu ministre de l'intérieur du Prince-Président, et en profitant, au passage, pour régler quelques comptes avec l'ancien maire, Paul Marchandeu²⁴, par une allusion transparente :

« Nous avons, hélas, connu à Reims, depuis Léon Faucher, maints politiciens qui ont imité sa conduite qui, après s'être servis de la classe populaire pour édifier, eux aussi, leur fortune politique, l'ont ensuite trahie et sont allés renforcer les rangs de la réaction bourgeoise. Déplorons cette erreur, qu'elle serve d'enseignement mais qu'il [Thiers] garde sa rue »²⁵.

Pour Gustave Laurent, le vrai républicanisme, c'est d'enseigner au peuple la vérité sur son passé et il rappelle que l'histoire est la grande émancipatrice, se plaçant sous le patronage de l'historien Aulard. Il reconnaît que si, dans sa jeunesse, en

¹⁸ Les communistes ont droit à 4 noms de rues, les socialistes à 5. Le très léger « avantage » donné aux socialistes vise probablement à compenser la dénomination communiste du stade.

¹⁹ Ces deux demandes avaient déjà été faites dans l'entre-deux-guerres mais la municipalité Marchandeu n'y avait jamais donné suite. L'ARAC entend ainsi célébrer ses deux fondateurs, l'écrivain et militant communiste Henri Barbusse (1873-1935) et le journaliste et député communiste Paul Vaillant-Couturier (1892-1937).

²⁰ Du nom du militant communiste et résistant Pierre Georges, dit le colonel Fabien (1919-1944).

²¹ La rue Henri Barbusse succède à la rue de Beine, la rue Paul Vaillant-Couturier est la nouvelle appellation de la rue de Cormicy. Pour la rue colonel Fabien, on utilise la partie de la rue de Vesle la moins « noble », celle qui se situe entre le pont de Vesle et l'ancien emplacement de la porte de Paris.

²² Lucien Sampaix (1899-1941) est un militant communiste né à Sedan et devenu journaliste à *l'Humanité*. En 1941, il est fusillé comme otage par les Allemands.

²³ Il possède une rue à Reims, ayant été élu député de la Marne en 1846.

²⁴ Même s'il fait partie de 1925 à 1941 de ses municipalités, Gustave Laurent, très engagé à gauche, a des relations de plus en plus tendues avec Paul Marchandeu dont le radicalisme évolue de plus en plus vers la droite.

²⁵ AMCR 84 W 310, séance du 23 février 1946.

1895, il a effectivement proposé dans *Le Franc-Parleur*²⁶ de changer le nom de la rue Thiers en « rue de la Commune insurrectionnelle », il lui semble aujourd'hui préférable que l'homme politique conserve sa rue car :

« Thiers resterait dès lors cloué, comme au pilori, au coin du quartier de notre maison commune, avec toute l'ignominie que les prolétaires attachent à son souvenir ²⁷ ».

Mais finalement, malgré les réserves de Gustave Laurent, le choix des communistes l'emporte et la rue Thiers est débaptisée²⁸.

Les conseillers socialistes, eux, décident de distinguer un résistant marnais, Raymond Guyot, conseiller général SFIO, membre de Libération-Nord, mort en déportation à Mathausen le 30 avril 1945²⁹, ainsi que quatre personnalités nationales : Roger Salengro, Léo Lagrange, Pierre Brossolette et Marx Dormoy³⁰. Enfin, une dernière dénomination, choisie parmi les victimes appartenant à des groupements qui ne sont ni communistes ni socialistes, est attribuée à Honoré d'Etienne d'Orves³¹.

Ces choix entraînent une vive réaction des mouvements de Résistance non communistes. C'est le cas en particulier de « Ceux de la Libération »³² dont le président, Henri Bertin, adresse au maire de Reims un courrier de protestation le 21 février 1946 :

²⁶ Il s'agit du journal, fondé en 1893, de la fraction socialisante du radicalisme rémois.

²⁷ AMCR 84 W 310, séance du 23 février 1946.

²⁸ Elle retrouvera son nom dès 1955 sous le mandat du MRP René Bride, la rue Lucien Sampaix « migrant » alors en périphérie de la ville.

²⁹ Le nom de ce conseiller général est finalement le seul « local » qui ait été conservé. La rue Raymond Guyot remplace l'ancienne rue Saint-André.

³⁰ Roger Salengro (1890-1936), député socialiste, maire de Lille, ministre de l'Intérieur du Front populaire, se suicide à la suite de fausses accusations venant de la droite sur son attitude pendant la Première Guerre mondiale. Sa rue est l'ancienne rue de Courcy. Léo Lagrange (1900-1940), député socialiste, sous-secrétaire d'Etat aux Sports et aux Loisirs de 1936 à 1938, est tué durant les combats de la campagne de France de 1940. Sa rue est l'ancienne rue du Pont-Neuf. Pierre Brossolette (1903-1944), journaliste socialiste, résistant, arrêté, se suicide dans les locaux de la Gestapo. Sa rue est l'ancienne rue de Merfy. Marx Dormoy (1888-1941), ministre socialiste de l'Intérieur en 1937-1938) est assassiné par des activistes d'extrême droite en 1941. Sa rue est l'ancienne rue Saint Jacques.

³¹ Honoré d'Etienne d'Orves (1901-1941) est un officier de marine, résistant, fusillé par les Allemands.

³² Ce mouvement de résistance recrute ses membres plutôt dans les milieux de droite.

« Constatant avec regret que la Municipalité de Reims a pris l'initiative d'attribuer à certaines artères de la ville et au stade municipal les noms de victimes de la Résistance sans qu'aucune suggestion préalable n'ait été sollicitée des Mouvements locaux de Résistance directement intéressés, demande qu'à l'avenir dans un large esprit d'union des forces de la Résistance, en dehors de toute politique, les Mouvements intéressés soient consultés en pareil cas par le conseil municipal de Reims et soient appelés à émettre leur avis »³³.

La visite de Maurice Thorez et les diverses inaugurations qui lui sont liées deviennent dès lors un enjeu politique. Le parti communiste entend faire de cette visite un grand succès populaire qui doit renforcer le prestige d'une mairie qu'il dirige. Une intense campagne de communiqués et d'affichage est organisée sous l'impulsion de Michel Sicre, tandis qu'autobus et trains spéciaux sont affrétés dans toute la région pour acheminer le nombreux public attendu. Mais l'évènement ravive aussi l'anticommunisme bien réel d'une large partie de l'opinion publique rémoise, relayé par une partie de la presse. Le jour de la visite de Maurice Thorez, si *L'Union*³⁴ présente sous un jour favorable le déroulement du déplacement ministériel, le ton étant donné par le titre de la Une, « *après un hommage aux héros de la Résistance place de l'Hôtel de ville, le vice-président du conseil fait au stade Auguste Delaune un vibrant appel à l'union des Français pour le relèvement du pays* », les autres quotidiens rémois sont, eux, beaucoup plus critiques. *La Concorde*³⁵ évoque « *une visite qui fait fiasco* » en insistant sur le nombre finalement plus faible que prévu du public et critique à la fois la personne de Maurice Thorez et le choix politique des résistants honorés :

« *Que signifiait la venue à Reims de monsieur Thorez sinon la volonté d'affirmer la puissance du parti communiste, cette puissance qui a permis de placer en tête un homme qui pour nous ne représentera jamais que la trahison à son pays. Parmi tant de héros résistants, dont les plaques rappelleront les noms, il y eut aussi des André*

³³AMCR 84 W 310, séance du 23 février 1946.

³⁴ Le quotidien n'est pas un journal communiste, mais émanant du CDLN, la sensibilité communiste y est représentée.

³⁵ *La Concorde* est un journal créé en décembre 1944 par Ceux de la Résistance pour faire contrepoids à la presse de gauche, en particulier communiste. Il représente les idées de la droite. De tendance plutôt MRP au départ, il devient en 1947 l'organe du RPF.

Schneider, Detrez (sic), Midol qui sans doute eussent mérité que leurs noms passassent à la postérité et ceux-là étaient des Rémois³⁶ ».

De son côté, *Est-France*³⁷ publie un article au vitriol contre le maire communiste :

« *Pauvre Sicre, pauvre Reims. Vous n'avez ni la classe ni le sens politique indispensable au premier citoyen d'une grande ville. Devant votre impopularité naissante, vous vous étiez fait une joie mêlée d'orgueil, d'un orgueil puéril, d'inviter Maurice Thorez à Reims. Sa présence, pensiez-vous, donnerait un lustre nouveau à votre municipalité. Or vous n'avez su choisir ni l'homme ni le prétexte. Le prétexte ? Inaugurer le stade : vous semblez oublier que cette cérémonie s'est déroulée il y a onze ans déjà en présence du président de la République. L'homme ? M. Thorez ; que de paroles maladroites, inopportunes et sacrilèges ont afflué à votre bouche : M. Thorez le premier a appelé le peuple aux armes, les hautes vertus militaires et patriotique. Autant de défis jetés à la face des patriotes ! Assez Monsieur, mais nous n'oublierons pas que vous confondez votre parti et notre ville* »³⁸.

La population rémoise, d'ailleurs, ne semble guère montrer d'enthousiasme et la participation populaire se révèle nettement inférieure aux estimations :

« *La venue de Monsieur Thorez s'est passée dans un très grand calme et n'a été troublée par aucun incident. Elle a été marquée surtout par une abstention impressionnante de la population de Reims. La visite n'a pas connu un plein succès : peu de pavoisements, 1000 spectateurs sur la place de l'Hôtel de Ville, 8000 au stade dont deux virages sont restés vides. Une importante partie de la population soutient les critiques de la presse et en particulier celles d'Est-France* »³⁹.

³⁶ *La Concorde* du lundi 18 mars 1946. André Schneider, responsable de Ceux de la Résistance, est fusillé par les Allemands le 29 août 1944 ; Jacques Détré, industriel et résistant, est torturé à mort par la Gestapo en décembre 1943 ; Henri Midol, ingénieur des Ponts et Chaussées, est fusillé le 28 août 1944.

³⁷ *Est-France* est un quotidien fondé en septembre 1944 sous le patronage du député socialiste Henri Ribière. Devenu l'organe du Rassemblement des gauches républicaines, il cesse de paraître en juillet 1946. Son gérant est Jean Malgras, un publiciste parisien qui, avant d'entrer dans la résistance, aurait été en relation avec Léon Degrelle, fondateur du parti rexiste belge.

³⁸ *Est France* du 18 mars 1946.

³⁹ AD Marne 132 W 4, note des RG du 29 mars 1946.

Ainsi, l'inscription du souvenir de la Résistance dans les noms de rues rémois apparaît bel et bien un enjeu politique, que ce soit au niveau de la rivalité des deux grandes composantes de la mairie, la communiste et la socialiste ou à celui de l'expression des sensibilités politiques divergentes des mouvements de résistance.

L'hommage au général Leclerc, reflet de la fragilité des alliances municipales rémoises au début de la IV^e République (1948)

L'élection municipale du 19 octobre 1947 met fin à la municipalité de gauche élue en 1945 et marque un relatif déplacement de l'électorat rémois vers la droite⁴⁰. Du fait de l'introduction de la proportionnelle, quatre partis se trouvent représentés à la mairie. Le RPF, dont la création, en avril 1947, est toute récente, arrive en tête avec 16 conseillers⁴¹. Il est suivi par le parti communiste et ses 11 élus. Le MRP et la SFIO ferment la marche avec chacun 5 conseillers. Dans ces conditions, le RPF ne possédant qu'une majorité relative, l'élection du maire et des adjoints se révèle difficile. Trois tours de scrutin sont nécessaires pour que le MRP accepte de joindre ses voix à celles du RPF et que le RPF Albert Réville soit élu maire de Reims⁴². Quant à l'élection des adjoints, si elle donne la totalité des 8 sièges au RPF, elle n'est rendue possible que par une abstention bienveillante des élus MRP. Ainsi, si le RPF occupe le siège de maire et tous les postes d'adjoint, sa situation est bien fragile comme le montrent quelques mois plus les débats consécutifs à l'inauguration de la place général Leclerc.

Après le décès accidentel du général Leclerc, le 28 novembre 1947, le conseil municipal, dans sa séance du 23 janvier 1948, décide à l'unanimité de donner son nom à la place du Boulingrin⁴³. Mais une première fausse note vient rapidement mettre fin à ce consensus. En effet, le conseiller communiste Gustave Laurent, qui est toujours à la tête de la commission de dénomination des rues, trouve le moyen de faire l'éloge du général Leclerc sans mentionner une seule fois le nom du général

⁴⁰ En fait beaucoup d'électeurs MRP se sont reportés sur la liste du RPF.

⁴¹ En fait le RPF rémois recouvre trois sensibilités très nettes : quelques élus sont des gaullistes purs, mais beaucoup viennent du parti radical d'une part et de la droite modérée d'autre part.

⁴² Conseiller Alliance républicaine (droite modérée) à partir de 1935, il apparaît de tendance radicale après 1945, tout en adhérant au RPF. Il est maire de Reims jusqu'à son décès brutal le 15 juillet 1949.

⁴³ Finalement, ce n'est pas cette place, mais un boulevard, celui de la République, qui portera le nom du général Leclerc.

de Gaulle, ce qui ne manque pas d'indisposer le RPF comme le souligne *la Concorde*, le quotidien du mouvement gaulliste :

« Rendant un vibrant hommage au général Leclerc, M. Laurent trouve le moyen d'évoquer les appels lancés sur le sol national par des « voix autorisées » dès juillet 1940⁴⁴. Il en tire la conclusion inattendue que Leclerc « descendant des chevaliers » est le digne émule des « Fabien et Roll-Tanguy » et essaie assez perfidement de minimiser la participation de la seconde division blindée à la libération de la capitale. Son rapport, documenté et précis, respire toutefois un aspect partisan qui ne peut s'empêcher de percer à travers l'éloge du général et de ses compagnons »⁴⁵.

Par ailleurs, le général de Gaulle ayant fait savoir à Albert Réville, qu'il désirait venir à Reims, ce dernier lui a, à titre personnel, proposé d'inaugurer la place. Mais cette initiative du maire déclenche une vive polémique au sein du conseil municipal. Le 24 mars 1948, après une discussion orageuse entre le groupe RPF et le groupe communiste⁴⁶, le groupe socialiste émet le vœu que la place soit inaugurée par un ministre en exercice et si possible celui des armées, ce qui de facto élimine toute possibilité d'inauguration par le général de Gaulle. Les communistes s'étant ralliés à la proposition de la SFIO, le groupe RPF demande alors un vote nominal sur le vœu socialiste. Ce dernier est finalement adopté par dix-neuf voix : neuf communistes, cinq SFIO et cinq MRP. N'ont voté contre que les seize élus du groupe RPF qui se trouve bel et bien désavoué dans cette affaire⁴⁷. Le vote du MRP, qui pourtant n'est pas intervenu dans la discussion, a été déterminant et c'est bel et bien son alliance de circonstance avec les communistes et les socialistes qui a mis en échec le RPF. Ce dernier fustige d'ailleurs l'attitude des élus

⁴⁴ Reprise de la position du parti communiste selon laquelle ses dirigeants, Maurice Thorez et Jacques Duclos, auraient appelé à résister dès juillet 1940. Il s'agit en fait pour le parti communiste de travestir la vérité historique pour se « dédouaner » de son soutien au pacte germano-soviétique et faire oublier sa position pour le moins ambiguë.

⁴⁵ *La Concorde*, 24-25 janvier 1948.

⁴⁶ AMCR fonds Bride, 10 S 18 et AMCR 84 W 312, séance du 24 mars 1948. L'ancien maire communiste Michel Sicre (« déchaîné » selon le conseiller MRP René Bride) en appelle « aux 75 000 communistes fusillés et aux FTP qui ont libéré la France ». Le RPF Georges Morange lui rétorque que le parti communiste « n'est entré dans la Résistance que le 22 juin 1941 alors que Leclerc, lui, a répondu à l'appel lancé de Londres par le général de Gaulle, le 18 juin 1940, quand, à cette date, le Kremlin adressait ses félicitations à Hitler pour les victoires en Hollande, en Belgique et en France ».

⁴⁷ AMCR 84 W 312, séance du 24 mars 1948.

MRP qu'il met sur le même plan que les socialistes et les communistes⁴⁸. L'incident remonte jusqu'à la direction parisienne du parti démocrate-chrétien qui demande des éclaircissements au MRP rémois, lequel justifie son vote par l'initiative trop personnelle du maire et apr le fait que c'est un ministre MRP qui est pressenti pour l'inauguration⁴⁹ :

« Une faute a été commise au départ : le général de Gaulle avait été invité par le maire il y a quelques mois mais sans prévenir le conseil, sans lui demander son avis. Le maire l'a d'ailleurs reconnu (la municipalité ne compte que des adjoints RPF). Nous regrettons simplement la discussion violente qui aurait pu être évitée si dès le début cette question avait été soumise en commission et si tous les conseillers municipaux avaient été consultés. Pour le RPF, notre vote signifie évidemment : éviter que de Gaulle inaugure la place du général Leclerc. Notre position est pourtant nette ; nous avons voté pour ce vœu qui demande l'inauguration par un ministre MRP. Nous n'avons jamais été consultés sur autre chose. En aucune façon nous n'avons pris position contre le général de Gaulle. Je répète que toute discussion ou vote semblable auraient pu être évités »⁵⁰.

En fait, l'incident est très révélateur de la fragilité des municipalités rémoise de la IVe République qui résulte de l'addition de deux facteurs. D'une part, le scrutin à la proportionnelle fait que tous les partis étant représentés à la mairie, la constitution de majorités, comme leur permanence, apparaissent délicates. D'autre part, circonstance aggravante, le parti communiste se trouve, du fait de la guerre froide, hors jeu alors qu'il représente 30 % des électeurs rémois et des conseillers municipaux. Dans ces conditions, les municipalités ne peuvent que reposer sur de complexes alliances entre les partis non communistes et donc n'être que fragiles et divisées.

Michel Royer, professeur agrégé d'histoire, en charge du Service éducatif des Archives de reims.

⁴⁸ Dans les jours qui suivent une violente campagne est menée par le RPF à travers *la Concorde* et par voie d'affiches contre tous les conseillers qui ont adopté le vœu socialiste.

⁴⁹ C'est en effet le MRP Pierre-Henri Teitgen qui est à ce moment ministre de la Défense nationale.

⁵⁰ AMCR, fonds Bride 10 S 18. Lettre de René Bride du 10 avril 1948 à Mme Charcolin de l'Association populaire des élus municipaux et départementaux.

